

La promotion internationale des valeurs éducatives démocratiques et d'empowerment des enfants dans les écoles primaires du Cambodge rural.

PROPOSITION DE COMMUNICATION POUR L'AXE 4 : AGIR DANS L'ECOLE ET DANS LES TERRITOIRES.

Au début des années 1990, après vingt années de guerre dont quatre années de régime khmer rouge particulièrement meurtrières, et suite à l'effondrement du bloc soviétique, le Cambodge a été dévasté. Les Nations Unies ont organisé des élections et ouvert la voie à de nombreuses ONG afin de mettre en œuvre des projets de développement du pays au nom des droits de l'homme et de la démocratie. Les Institutions internationales, les ONG et les bailleurs de fonds ont alors sérieusement investi le champ de l'enfance et de l'éducation. Et quelques vingt ans plus tard, leur surreprésentation dans ce domaine ne s'est pas démentie ; leur influence en matière de politiques éducatives est un enjeu tout à fait particulier à ce pays. Durant ces vingt dernières années, les populations locales ont connu par ailleurs de fortes transformations de leur mode de vie. La fin des années 1990 a été marquée par un essor du secteur industriel, qui conditionne depuis un exode rural et l'émergence d'un salariat ouvrier, tributaire d'investissements étrangers notamment d'origine chinoise. En outre, la société de consommation s'est déployée dans le monde rural ; les Etats-Unis, la Chine, la Corée du sud et la Thaïlande jouent un rôle important en matière de consommation culturelle, et diffusent de leur côté certaines images de l'enfance et de l'adolescence. L'Etat cambodgien est resté plutôt démissionnaire en ce qui concerne l'éducation, et il permet en même temps une forte promotion de la société civile et des organisations non gouvernementales. Pour toutes ces raisons, le Cambodge constitue un laboratoire pertinent pour penser le rôle de l'éducation en tant que pilier du développement dans les pays du sud, et pour interroger le devenir d'une paysannerie prise dans les méandres de la globalisation.

Depuis les années 1990, le gouvernement cambodgien travaille avec l'UNICEF et l'UNESCO pour reconstruire un programme éducatif destiné aux enfants, en étroite collaboration avec des ONG telles que Save the Children International, World Education, Plan International et Kampuchean Action for Primary Education. Les fonds les plus importants proviennent de l'UNICEF, de la Commission européenne, des agences de développement des États-Unis, de la Belgique, du Japon, de la Corée du Sud, de la Suède et de la Norvège (USAID, VVOB, JICA, KOICA, SIDA, NORAD), du Global Partnership for Education (GPE), de la Banque mondiale et de la Banque asiatique de développement – et depuis peu du Qatar (fondation). Depuis le début des années 2000, ces organismes de développement promeuvent une démocratisation des pratiques éducatives dans la famille et à l'école, et l'empowerment des enfants. Les programmes Child Friendly School (Unicef) et I'm Learning! (Save the Children International), intimement liés au défi international d'une Education Pour Tous (EPT) et à la Convention internationale des droits de l'enfant, illustrent bien cette volonté internationale de démocratisation à travers l'éducation. Ces programmes visent à favoriser l'élan de scolarisation, ils promeuvent une pédagogie « active » et « centrée sur l'enfant », une amélioration des pratiques d'hygiène et de santé, une égalité entre les genres, et ils revendiquent une conception décentralisée du système scolaire, au profit d'une plus forte implication des dites « communautés » dans la vie scolaire.

L'entrée du Cambodge dans la compétition économique de l'ASEAN en 2015 fait de l'éducation scolaire un enjeu d'autant plus crucial du développement du pays aujourd'hui. Hang ChuonNaron, ministre de l'Education depuis les élections de 2013¹ et qui jouit d'une bonne réputation dans le secteur du développement international du Cambodge, montre que le gouvernement prend acte de cette réalité politique puisque Mr Naron a décidé de promouvoir la « vérité des diplômes » (introduction d'une épreuve rédactionnelle, contrôle des fraudes et de la corruption, anonymat des candidats), ce qui a donné 25 % de réussite au Baccalauréat en 2014, contre 87 % l'année précédente². Comment les politiques internationales peuvent-elles « peser » en matière d'éducation dans les politiques publiques d'un pays comme le Cambodge ? Comment leur vision de l'éducation est-elle reçue par les populations locales ?

A partir d'une enquête de terrain menée depuis huit ans dans un village de riziculteurs khmers et dans son école primaire, cumulée à un travail d'enquête mené au cœur des rouages institutionnels étatiques, internationaux et non gouvernementaux de l'éducation, cette communication consistera à décrire le projet scolaire contemporain du Cambodge, puis à analyser les modalités de réception des politiques éducatives internationales à l'échelle locale.

¹ Ayant sérieusement déstabilisé le parti au pouvoir depuis près de vingt ans, le Cambodian People Party (CPP).

² Un deuxième tour a été organisé en septembre 2014 pour éviter la catastrophe et a permis au total une réussite de 45%. Plus de 50% ont obtenu le baccalauréat en 2015.